

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE**

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION
VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS**

L'an deux mille vingt-deux et le douze décembre, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
12 décembre 2022**

Date de convocation : 2 décembre 2022

Mise en ligne le : 6 décembre 2022

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 51 (délibérations n°166-22 à 188-22) ; 50 (délibérations n°189-22 à 200-22)

Nombre de votants : 58 (délibérations n°166-22 à 188-22); 57 (délibérations n°189-22 à 200-22) ;

Nombre d'absents : 2 (délibérations n°166-22 à 188-22), 3 (délibérations n°189-22 à 200-22) ;

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes-de-Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont-du-Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Alain BELHOMME - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Pierre BOURDELLES - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°188-22) - Georges MICHEL - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS **Suzette :** Patricia OLIVERO **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Céline ALLIES-CORTEGGIANI à Laurence BOSSERAI ; Victorine SURTEL à Jaouad ZIATI ; Véronique MENCARELLI à Caroline BALAS ; Claude MELQUIOR à André AIELLO ; Joséphine AUDRIN à Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°188-22) ; Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET ; Philippe BOUTEILLER à Jérôme BOULETIN ; Louis BONNET à George MICHEL (à partir de la délibération n°189-22).

ABSENTS EXCUSÉS : Pauline DREANO ; Philippe DELEBECQUE ; Joséphine AUDRIN (à partir de la délibération n°189-22).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Bernard MONNET.

Conseil communautaire du 12 décembre 2022

Délibération n°195-22

Objet : Modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 12 décembre 2022
Délibération n°195-22
Objet : Modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade, il est opportun de créer les postes d'avancement correspondants, soit :

- 1 poste d'attaché principal à temps complet
- 1 poste d'attaché hors classe à temps complet
- 1 poste d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 2 postes d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste de technicien principal de 2^e classe à temps complet
- 3 postes d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure dont un à temps non complet (30/35)
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps complet
- 3 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 4 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe dont un à temps non complet (30/35)
- 5 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet

Considérant que pour les besoins du service de la crèche de Caromb, suite à des mouvements de personnel et au départ d'un agent à temps complet, il convient de transformer un poste d'adjoint technique principal de 2^e classe à temps non complet (30/35) en un poste d'adjoint technique principal de 2^e classe à temps complet,

Considérant que suite à la mobilité interne de la directrice de la structure multi-accueil de Bedoin conjuguée à la réorganisation du département petite enfance, il convient de transformer ce poste en un poste de directeur.trice de SMA/référent.e santé et accueil inclusif ouvert au cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux territoriaux ou des puéricultrices territoriales (catégorie A),

Considérant que dans le cadre de la politique de sécurisation des parcours contractuels entamée en 2020, et conformément aux besoins de la collectivité, il convient de transformer 4 emplois non permanents en emplois permanents et pour cela, il convient de transformer :

- 1 poste non permanent d'agent d'entretien et d'accueil du marché gare en un poste permanent, ouvert au grade d'adjoint technique (catégorie C), à temps non complet (24/35^e),
- 3 postes non permanents d'assistant petite enfance ouverts au grade d'adjoint technique, (catégorie C), pour les crèches de Malaucène, Caromb et Saint Didier, dont deux postes à temps non complet (25/35) pour la crèche de Malaucène et 30/35 pour la crèche de Caromb,

- d'autoriser le recours à 4 contrats pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans.

Considérant que l'absence d'agents, pour motifs autres que ceux expressément prévus par l'article 3-1 de la loi 84-53 compromet la continuité du service à l'échelle de la collectivité ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à des agents contractuels pour accroissement temporaire d'activité (article 3 premièrement),

Considérant qu'il est opportun pour faire face à des besoins ponctuels pouvant survenir au sein des services au cours de l'année 2023, sans qu'il soit possible de les anticiper, d'autoriser le recours à des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à 37 contrats pour accroissement temporaire d'activité (1 catégorie A, 6 catégorie B, 30 catégorie C),

Considérant qu'il est nécessaire d'autoriser le recours à 20 contrats d'accroissement saisonniers, emplois non permanents, durant une période maximale de 6 mois, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité lié à la période touristique des services de la CoVe,

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler, pour l'année 2023, l'autorisation de recourir à des emplois de vacataires, pour faire face à des besoins ponctuels, sans caractère de continuité,

Considérant qu'afin de poursuivre l'engagement en faveur de l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, il est opportun de recourir à 3 contrats de droit privé dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences (PEC),

Décide

Article 1 : DE CREER les emplois suivants au titre des avancements de grade :

- 1 poste d'attaché principal à temps complet
- 1 poste d'attaché hors classe à temps complet
- 1 poste d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 2 postes d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste de technicien principal de 2^e classe à temps complet
- 3 postes d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure dont un à temps non complet (30/35)
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps complet
- 3 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 4 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe dont un à temps non complet (30/35)
- 5 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet

Article 2 : DE MODIFIER un poste d'adjoint technique principal de 2^e classe à temps non complet (30/35) en un poste à temps complet

Article 3 : DE TRANSFORMER les emplois suivants au titre de recrutements et de sécurisations des parcours contractuels en emplois permanents :

- 1 poste d'agent d'entretien et d'accueil du marché gare, ouvert au grade d'adjoint technique (catégorie C), à temps non complet (24/35^e),
- 3 postes d'assistant petite enfance ouverts au grade d'adjoint technique, (catégorie C), pour les crèches de Malaucène, Caromb et Saint Didier, dont deux postes à temps non complet (25/35) pour la crèche de Malaucène et 30/35 pour la crèche de Caromb
- 1 poste de directeur.trice de SMA en un poste de directeur.trice de SMA/référent.e santé et accueil inclusif et de l'ouvrir au cadre d'emplois des puéricultrices territoriales ou des infirmiers territoriaux en soins généraux à temps complet (catégorie A)

Article 4 : D'AUTORISER le recours à quatre contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code de la fonction publique :

- Assistante petite enfance (3 postes) catégorie C, cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
- Agent d'entretien et d'accueil, catégorie C, cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Article 5: DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 4 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 6 : D'AUTORISER, pour l'année 2023, le recours à trente-sept contrats, conclus sur le fondement de l'article L332-23 1° du code de la fonction publique pour une durée maximale de 12 mois (1 catégorie A, 6 catégorie B, 30 catégorie C).

Article 7 : D'AUTORISER le recours à vingt contrats relevant des grades d'accès direct de la fonction publique territoriale sur le fondement de l'article L332-23 2° du code de la fonction publique.

Article 8 : D'AUTORISER le recours à 3 postes dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences.

Article 9 : D'AUTORISER la Présidente de la CoVe à signer les conventions, documents d'engagement et de suivi ainsi que les demandes d'aide financière relatives à ces contrats.

Article 10 : D'AUTORISER le recours à des emplois vacataires :

- 8 médiateurs du patrimoine pour le service culture et patrimoine, payés 20,68€ bruts de l'heure,
- 3 pigistes au service communication et événementiel, payés 10€ bruts de l'heure,
- 3 médecins pour les structures multi-accueil, rémunérés 50€ bruts de l'heure,
- 1 infirmier vacataire pour les structures multi-accueil, rémunéré 20€ bruts de l'heure,
- 4 tuteurs pour le programme de réussite éducative rémunérés 20,50€ bruts de l'heure
- 1 animateur pour le programme de réussite éducative, rémunéré 15,81€ bruts de l'heure,
- 1 interprète pour le programme de réussite éducative, rémunéré 32,74€ bruts de l'heure,
- 3 professionnels du soin (psychomotricien, orthophoniste, psychologue...) pour le programme de réussite éducative, rémunérés 34,90€ bruts de l'heure,

- 1 médecin pour le programme de réussite éducative, rémunéré 40,00 € bruts de l'heure

Article 11: Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait les jour, mois et an ci-dessus,

le secrétaire de séance,

Bernard Monnet



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr